

AACEL

Amicale de l'Association des Cercles d'Étudiants
Luxembourgeois a.s.b.l.

Statuts

14 septembre 2006

Approuvés par l'Assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2006

Chapitre 1 - Dénomination, siège, objet, durée

Art. 1er. L'association est dénommée 'AMICALE DE L'ASSOCIATION DES CERCLES D'ETUDIANTS LUXEMBOURGEOIS, en abrégé 'AACEL a.s.b.l.'

Art. 2. Le siège de l'association est établi à 1, rue de la loge L-1945 Luxembourg. Il peut être changé par simple vote de l'Assemblée générale.

Art. 3. L'association a pour but de supporter les actions de l'Association des Cercles d'Etudiants Luxembourgeois (ACEL), de ses cercles-membres et de ses membres consultatifs en proposant son soutien moral, social, intellectuel et matériel. Elle vise aussi à réunir les personnes qui ont exercé des responsabilités (1) au sein de l'ACEL, (2) d'un cercle d'étudiants luxembourgeois affilié à l'ACEL, (3) d'un comité d'organisation de la Réunion Européenne des Etudiants Luxembourgeois (REEL) ou (4) d'une association nationale affiliée à l'ACEL.

Art. 4. L'association est strictement neutre en matière religieuse et politique.

Art. 5. L'association pourra recevoir des subsides ou des dons. Néanmoins ces dons ou subsides ne doivent en aucun cas compromettre sa neutralité.

Art. 6. L'association pourra s'affilier à des associations ou groupements nationaux ou internationaux qui poursuivent un but analogue au sien.

Art. 7. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II - Membres

Art. 6. Le nombre des membres est illimité; il ne peut cependant être inférieur à trois.

Art. 7. Peut devenir **membre actif** de l'association toute personne ayant la nationalité luxembourgeoise ou résidant au Grand-Duché de Luxembourg, ayant soit exercé des responsabilités au sein de l'ACEL, d'un cercle d'étudiants luxembourgeois affilié à l'ACEL, d'un comité d'organisation de la Réunion Européenne des Etudiants Luxembourgeois (REEL) ou d'une association nationale affiliée à l'ACEL.

Art. 8. Peut devenir **membre du conseil d'administration** de l'association tout membre actif.

Art. 8 bis. Le statut de membre du conseil d'administration est incompatible avec toute autre fonction au sein de l'ACEL, d'un cercle d'étudiants luxembourgeois affilié à l'ACEL et/ou d'une association nationale affiliée à l'ACEL .

Art. 9. Peut devenir **membre donateur** toute personne qui, sans prendre part activement au fonctionnement de l'association, lui prête une aide financière annuelle selon une cotisation fixée et modifiable annuellement par l'Assemblée générale.

Art. 9 bis. Le conseil d'administration peut conférer à l'unanimité le titre de **membre honoraire** à toute personne s'intéressant à l'activité de l'association soit en y apportant sa compétence, ses relations soit son soutien matériel ou moral.

Art. 10. Les membres peuvent se retirer de l'association moyennant une simple déclaration écrite. La qualité de membre se perd encore:

- a. par le non-paiement de la cotisation pendant une année consécutive;

- b. par l'exclusion prononcée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents pour violation des statuts ou pour tout autre motif grave;
- c. par décès.

Art. 11. La cotisation des membres est fixée annuellement par l'Assemblée générale.

Art. 12. Le membre démissionnaire et exclu n'a aucun droit sur le fond social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

Chapitre III - Du Conseil d'Administration

Art. 13. L'association est administrée par un **conseil d'administration** composé d'un nombre de membres inférieur ou égal à neuf, dont au moins le Président, le Secrétaire et le Trésorier. Les membres du conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale pour une durée d'un an et toujours révocables par elle. Les candidatures pour un mandat au sein du conseil d'administration doivent être adressées par écrit au Président. Ces dernières, accompagnées d'une procuration manuscrite recommandée au Président, peuvent valoir en l'absence du candidat lors de l'Assemblée générale. Les membres du conseil d'administration désignent les charges entre eux. Lorsqu'un membre du conseil d'administration cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le comité peut provisoirement pourvoir à son remplacement jusqu'à la prochaine Assemblée générale. Le membre du conseil d'administration alors élu achèvera le mandat de son prédécesseur. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 14. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent sur convocation du Président ou de la majorité des membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration ne peut délibérer que si au moins trois membres du conseil d'administration sont présents ou représentés, dont au moins une personne parmi les suivantes: Président, Secrétaire, Trésorier. Les membres du conseil d'administration peuvent se faire représenter aux réunions du conseil d'administration et de l'Assemblée générale par un autre membre du conseil d'administration par procuration manuscrite. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises par les membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président l'emporte.

Art. 15. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Art. 16. Sauf le cas de délégation de pouvoir ou de procuration, l'association est valablement engagée par les signatures du Président, du Secrétaire ou du Trésorier.

Chapitre IV- De L'Assemblée générale

Art. 17. L'Assemblée générale se réunit une fois par an, aux jour, heure, et lieu indiqués dans l'avis de convocation. Elle se réunit en séance extraordinaire chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou lorsqu'un cinquième des membres actifs en a fait la demande. Les Assemblées générales sont convoquées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif, par simple lettre ou par la voie de la presse.

Art. 18. L'Assemblée générale peut délibérer quel que soit le nombre de participants, sauf s'il en est autrement disposé par la loi. Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres actifs présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Seuls les membres actifs ont le droit de vote. Chaque membre a une voix. Les membres peuvent se faire représenter à l'Assemblée générale par un autre membre par procuration manuscrite. Aucun membre ne peut représenter plus qu'un autre membre.

Art. 19. L'Assemblée générale entend les bilans moral et financier de l'exercice écoulé, présentés respectivement par le Secrétaire et le Trésorier. Le bilan financier sera approuvé

par deux réviseurs de caisse, non-membres du comité, désignés annuellement par l'Assemblée générale, qui sont chargés d'examiner à la fin de l'exercice les livres et les comptes de l'association et de fournir à l'Assemblée générale ordinaire un rapport sur leurs constatations. L'Assemblée générale se prononce sur les comptes de l'exercice écoulé et délibère sur les questions à l'ordre du jour.

Art. 20. L'exercice social correspond à l'année légale. Lors de l'Assemblée générale sera élu un nouveau conseil d'administration pour l'exercice de l'année légale suivante.

Art. 21. L'assemblée générale adopte un plan d'action annuel et en fixe le cadre et les modalités générales de son exécution.

Chapitre V - Divers

Art. 22. Les statuts pourront être modifiés conformément aux dispositions prévues par les articles 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 23. La dissolution de l'association est régie par les articles 20 et 21 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 24. En cas de dissolution de l'association, les fonds de l'association reviendront, après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, à l'ACEL ou en cas d'impossibilité à une organisation caritative.

Art. 25. Tous les points non expressément prévus par les statuts seront réglés selon la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.